

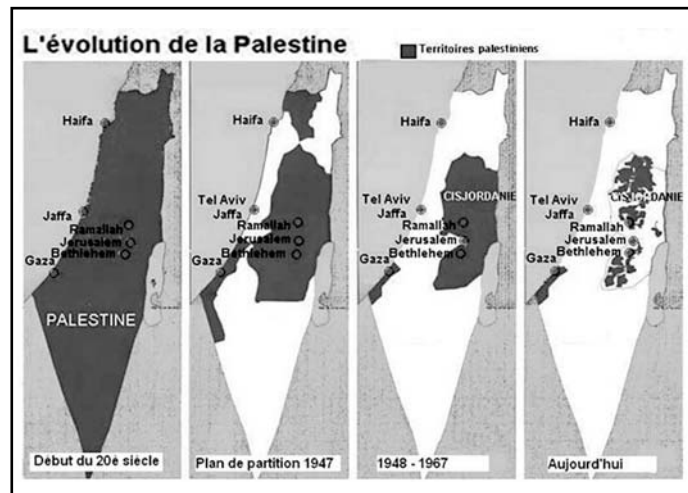
Il y a 60 ans, après un vote de l'ONU partageant la Palestine sous mandat britannique, naissait l'état d'Israël.

C'était l'aboutissement du projet d'un « foyer national juif » (à l'opposé des mouvements pour l'assimilation) après avoir envisagé d'autres sites que la Palestine. Le choix d'un état juif (et non binational) impliquait l'expulsion d'un grand nombre de Palestiniens.

L'expansion des colonies dans les territoires occupés, le statut de Gaza créent une spirale destruction/haine qui ne peut se terminer que par un désastre annoncé.

## ISRAËL / PALESTINE

# L'amer anniversaire...



liste) pour s'opposer au sionisme... Un projet argentin connu un début de réalisation : 35 000 personnes s'y installèrent avec le soutien financier du baron Hirsch.

### La colonisation en Palestine britannique

Dès lors, la majorité suivit le projet de colonie (le terme est explicitement utilisé)

du « peuple classe » d'Abraham Léon. Le fait religieux imprègne massivement le sionisme. En témoigne de façon extrême le « rapatriement » lors des opérations « Moïse et Salomon » des Falashas (noirs d'Ethiopie) pour lesquels on ne peut parler de retour sur la terre ancestrale...

Mais des bûchers de l'inquisition à ceux de Philippe le bel, des pogromes russes ou polonais, l'assimilation/intégration, était tout sauf évidente... Théodore Herzl « découvrit » lors de l'affaire Dreyfus l'antisémitisme régnant en France, dont il pensait qu'elle était un modèle à la différence de l'Autriche-Hongrie et de l'Allemagne, pour ne rien dire de la Russie et de la Pologne. Cela le convainquit que l'assimilation était impossible et que la solution était le regroupement dans un « état juif » (*Der Judenstaat*). En 1897 se tient, en partie à son initiative, le 1<sup>er</sup> congrès sioniste mondial qui décida l'objectif d'un « foyer national juif ». Qu'il s'installe en Palestine n'est venu qu'après. Herzl va voir Plehve, le ministre du tsar – « *Soutenez mon projet, je vous débarrasserai de vos révolutionnaires juifs !* » –, le Kaiser et Chamberlain. Parmi les projets, on peut citer la Patagonie, Madagascar, le Sinaï et l'Ouganda : Chamberlain propose de « donner » une partie de l'actuel Kenya et le 6<sup>ème</sup> Congrès sioniste mondial décide (292 pour, 177 contre et 132 abstentions) d'y envoyer trois émissaires. Le projet fut rejeté en 1905 lors du 7<sup>ème</sup> congrès qui décidera de ne plus étudier d'implantation « en dehors de la Terre d'Israël ». Cet épisode montre bien que le « foyer national » comportait un caractère colonial<sup>(9)</sup>. Ce fut un des arguments du Bund (mouvement nationaliste juif socia-

de peuplement en Palestine, au départ par le rachat de terres aux Turcs et Arabes, par l'intermédiaire d'une agence, le KKL (*Keren Kayemeth Le Israël*, « fonds pour l'existence d'Israël »), bien que le sultan Abdul Hamid ait refusé de céder ne serait ce qu'une partie de la Palestine.

En 1917, les Turcs capitulaient face aux britanniques après la « révolte Arabe » menée par Lawrence et les victoires D'Allenby. La Grande Bretagne, pour contrer l'influence française en Syrie et garder le contrôle du pétrole (déjà) déclara que « *le gouvernement de Sa Majesté envisage favorablement l'établissement en Palestine d'un foyer national pour le peuple juif et emploiera tous ses efforts pour faciliter la réalisation de cet objectif...* » (déclaration Balfour). « Un peuple donnait à un autre peuple la terre d'un troisième ! ».

### Le projet de « foyer national juif »

Israël ne se comprend pas sans revenir sur le projet sioniste, souvent présenté comme le « retour » après 19 siècles. En fait, dès le 1<sup>er</sup> siècle av. JC, des commerçants avaient déjà essaimé en Phénicie, en Grèce, à Carthage et dans l'empire romain. C'est la destruction du temple et l'écrasement de l'insurrection de Massada qui provoqua la grande diaspora : Séfarades en Méditerranée, Ashkénazes en Europe orientale qui allaient fonder le « yiddishland ». Isabelle la catholique chassa d'Espagne les Juifs qui avaient joué un rôle important dans les royaumes maures, « Al Andalous ».

Les analyses historiques (et immuno génétiques) récentes confirment que la notion de « peuple juif » est un mythe, même en Europe orientale. Le facteur unificateur fut la religion du livre et une fonction précise dans l'économie féodale, d'où la théorie (malgré ses faiblesses)



Quand il faut fuir sa terre...

Ce statut allait être officialisé par la Société des nations (SDN) en 1922 qui, tout en plaçant la Palestine sous mandat britannique (le Liban et la Syrie sous mandat français) ajoutait que le Royaume-Uni devait « *placer le pays dans des conditions politiques, administratives et économiques qui permettront l'établissement d'un foyer national juif et le développement d'institutions d'auto gouvernement* » et aussi « *faciliter l'immigration juive et encourager l'installation compacte des Juifs sur les terres* ». Dès lors, la Grande Bretagne laissa faire les rachats des terres par le KKL et prévoyait un « grand Israël » (Golan, Cisjordanie et actuelle Jordanie incluse, revenant sur les promesses faites par Allenby et Lawrence aux princes Fayçal et Abdallah...

Ces achats allaient créer frictions et émeutes dès 1920. En 1922, les Britanniques décident de limiter (mais pas bloquer) l'immigration juive et créent l'émirat de Jordanie (futur royaume actuel). Mais les tensions dues aux alyas (immigrations) successives s'exacerbent, provoquant une grève générale arabe en 1936, fortement réprimée, et en réponse un plan de partage de la Palestine. La cohabitation pacifique a vécue, l'organisation d'auto défense juive (la Haganah) se forme face aux menaces de pogromes, d'autant que (le fait est exact) le mufti de Jérusalem s'exilera et passera une alliance avec les nazis. Malgré cette alliance, pour faire un pas vers les régimes arabes, la Grande Bretagne revient (livre blanc de 1939) sur sa position et propose l'autodétermination à terme de la Palestine (ce qui en aurait fait un état à majorité arabe). Une scission de la Haganah (qui reste sous contrôle du parti travailliste), l'Irgoun (à l'origine du Likoud) organise les premiers attentats anti-Britanniques et anti-Arabes. Mis en veilleuse pendant la guerre, la priorité étant la défaite des nazis, ils reprennent en 1945, alors que les Britanniques bloquent l'immigration juive en Palestine, occupée par 100 000 soldats.

### Le partage de la Palestine sous mandat britannique

La Shoah ne laissait guère d'autre espoir aux survivants que la Palestine, d'autant que la Grande Bretagne se fermait aux immigrants juifs. Haganah, agence Juive, Irgoun, Organisation sioniste mondiale vont organiser l'immigration qui va être fortement réprimée par les Britanniques. L'épisode de l'Exodus est de ce point de vue exemplaire.



Une rue à Gaza.

PHOTOS : D. R.

La Grande Bretagne, sous la pression de l'opinion mondiale, remit son mandat à l'ONU. USA et URSS allaient s'impliquer pour le partage, voté en 1948 par l'ONU. Réalistement, ou cyniquement, Ben Gourion décida de prendre un état « étriqué » plutôt que de réclamer le « grand Israël », qui « *pouvait venir dans une étape ultérieure* »... Mais quel Etat ?

Un débat important avait traversé le mouvement sioniste, et plus encore sa « gauche », qui se revendiquait d'un idéal socialiste : Etat Juif ou binational ? Le partage allait faire pencher vers la première solution. L'Irgoun a pesé lourd dans la balance en procédant à des expulsions de villages arabes. On se souvient du massacre de Deir Yassin. On sait depuis les travaux



5 juin 67, « guerre des 6 jours ».

de Morris (1987) que la Haganah a aussi provoqué des départs, sans toutefois qu'il y ait eu d'ordre central. L'exil volontaire des Palestiniens n'a concerné qu'une faible majorité. Si les appels radios lancés selon Israël par les stations arabes appelant au départ n'ont jamais été retrouvés, il existe des témoignages citant des appels à quitter le pays le temps de la « courte guerre de reconquête »<sup>(2)</sup>. Car guerre il y eut...

La guerre de 1948 est souvent présentée comme celle de David contre Goliath. En fait, Haganah, Irgoun, divers groupes (tel le groupe Stern), très vite regroupés par Ben Gourion dans Tsahal, égalent les armées arabes, certes mieux équipées, mais divisées géographiquement, et surtout plus mal entraînées – à l'exception notable de la légion arabe jordanienne dirigée par Glubb Pacha, et ce n'est pas un hasard si les affrontements les plus durs et les plus « mythiques » eurent lieu autour de Jérusalem. L'infériorité en armement ne sera que transitoire, l'afflux d'armes livrées alors (par l'Union soviétique essentiellement !) faisant changer la balance en à peine un mois.

### L'état d'Israël : le « miracle avorté »

Fin 48, les armées arabes sont défaites, les frontières d'armistice représentent 77 % de la Palestine mandataire, contre 55 % dans le plan



Bombardement de Gaza, mai 2007.

de partage, les Palestiniens commencent à crouper dans des camps où les régimes arabes les cantonneront, tandis qu'Israël soulève, en se bâissant sur plusieurs mythes, un immense espoir, il faut le reconnaître, dans une partie importante du monde.

Σ✓ Le mythe de David contre Goliath. L'historiographie israélienne officielle admet que, dès juin 1948, le rapport des forces militaires « classiques » avait basculé... Depuis, il n'a cessé de se renforcer avec des armements américains, français, britanniques, puis maison (les chars Merkava, le chasseur KFIR, l'anti-missile Arrow...). Israël est une puissance atomique et nucléaire (bombe H, 300 têtes nucléaires<sup>(3)</sup>) et s'est montré prête à les utiliser. Lors de la guerre de 1973, dite du Kippour, Moshe Dayan, ministre de la défense, fit effectivement charger des têtes nucléaires sur des avions pour le cas où Sadate pousserait plus loin que le Sinaï.

Σ✓ Le mythe de l'état égalitaire : une partie importante de la gauche israélienne s'était investie dans les kibboutz (communautés collectives d'exploitations agricoles), depuis sabordés par l'arrêt total des subventions gouvernementales décidé par les gouvernements du Likoud. Si on fait visiter toujours le premier kibboutz aux touristes, Degania, il a été privatisé en 2007. Les privatisations ont d'ailleurs touché aussi la santé, les services sociaux, l'éducation – cf. la grève récente (et victorieuse !) des enseignants.

Σ✓ Le mythe d'une économie équilibrée : Israël dépend encore pour beaucoup de l'aide extérieure, même si le développement « global » est bien réel. S'il faut mentionner le développement économique et technologique (Israël est à la pointe du High-Tech), il faut aussi signaler les inégalités sociales qui ont atteint un niveau élevé et l'exploitation massive des travailleurs palestiniens.

Σ✓ Le mythe d'un état démocratique. En fait, Israël est profondément théocratique (cf. les lois sur le mariage, la loi du retour, etc.) et les Arabes israéliens y sont considérés comme des citoyens de seconde zone. Il existe de plus une stratification nette entre Ashkénazes et



La première Intifada...



Séfarades (Arte a très bien montré la déception des Falashas confrontés au racisme ambiant). Quant à la corruption, n'en parlons pas : l'affaire Ehoud Olmert n'est que la dernière en date...

### Reconnaissance des droits des Palestiniens ou impasse stratégique

Le problème majeur est resté la paix et les territoires... Par un renversement des alliances, l'Union soviétique a très vite soutenu l'Égypte et la Syrie, tandis qu'Israël apparaissait comme le bastion avancé du monde occidental durant la guerre froide, et a participé directement ou indirectement à toutes les guerres du Proche Orient. La politique israélienne a joué les gribouilles au Liban, accentuant les divisions communautaires, mais, surtout, la guerre de 1967 s'est traduite par l'occupation de la Cisjordanie et de la bande de Gaza.

La situation résultant de l'occupation a provoqué la première, puis la deuxième Intifada.



Colonie de Kiryat Sefer.

La solution d'un état binational s'est éloignée par rapport à la proposition de « deux états dans des frontières sûres et reconnues », avec le modèle proposé de « la paix contre des territoires » sur le canevas de l'accord Begin-Sadate (restitution du Sinaï contre un traité de paix). Encore faut-il qu'Israël fasse des pas dans ce sens...

Force est de constater que les accords d'Oslo prévoyaient déjà un état palestinien croupin, morcelé en une série de « taches de léopard », sans aucune continuité territoriale. Force est de constater aussi que, comme prévu, le retrait de la bande de Gaza s'est accompagné d'une extension des colonies en Cisjordanie (toujours baptisée Judée et Samarie sur certaines cartes locales) et d'une expansion de l'annexion de fait de territoires, notamment dans Jérusalem Est, le mur empiétant bien au-delà des frontières de 1967. Dans la pratique, la multiplication des

check-points rend totalement illusoire la notion de territoire palestinien, réduisant l'autorité palestinienne à celle d'un état croupin régnant sur des bantoustans. Quant à Gaza, elle s'est transformée en une gigantesque prison à ciel ouvert (avec, ne l'oublions pas, la complicité de l'Égypte qui a refermé la frontière dès les premiers jours), l'aéroport construit avec les subventions européennes n'étant plus qu'un souvenir, et même la pêche côtière rendue impossible...

Cette situation est « justifiée » par le fait que Gaza est aux mains d'une « entité terroriste », le Hamas, et par les tirs de roquettes artisanales contre Israël (qui tuent effectivement des civils), et particulièrement la ville de Sderot. Mais qui a joué au départ le Hamas contre Arafat ?

### Un désastre annoncé ?

Comment ne pas voir que les destructions, les morts à Gaza et les vexations incessantes en Cisjordanie, l'expansion des colonies, ne peuvent que renforcer la spirale infernale : pas d'autre issue que Hamas-Hezbollah / « représailles » ? Comment ne pas voir, des massacres dans les camps du Liban de Sabra et Chatila à la destruction totale en 2006 des infrastructures du Sud Liban, et aux bombardements massifs, la traînée de haine que génère au sud comme au nord la politique actuelle ?

La guerre du Liban en 2006 n'a montré qu'à ceux qui voulaient bien y croire les limites de l'option « supériorité militaire technologique » et de la guerre purement aérienne (ce qui ne veut pas dire qu'une offensive terrestre autrement préparée n'aurait pas eu d'autres effets). Ce mythe s'érode. Quand, très probablement en 2009, l'Iran aura à son tour la bombe A, quelle sera la situation stratégique ? Le mur n'apportera aucune sécurité réelle contre les roquettes Qassam améliorées tirées de Gaza au Sud, les Katiouchka du Hezbollah au Nord (qui tuèrent indifféremment Juifs et Arabes israéliens, notons

le pour caractériser la politique militaire du Hezbollah). D'ores et déjà, le Hezbollah possède des fusées Fair de 70 km de portée... Peut-on vivre indéfiniment sous une telle menace ? La situation à Sderot montre que oui, peut être, mais à quel prix ? Et les représailles prétendument ciblées ne font que renforcer le nombre des aspirants au Djihad...

En dehors même de ses aspects révoltants (la situation alimentaire et médicale de Gaza est pire que tout ce que l'on peut imaginer), la politique israélienne actuelle est celle d'une fuite en avant vers un désastre annoncé, pour reprendre l'expression de Michel Warshawski.

Une « paix juste », basée sur l'évacuation des territoires, la « laïcisation » de l'esplanade des mosquées (comme le dit Elias Sanbar), et le développement économique mutuel, dans deux états séparés, reste encore du domaine du possible, mais pour combien de temps avant que la haine générée par les options militaires

actuelles n'obère définitivement cet objectif ? Je dois dire qu'à mon grand regret l'état binational, prôné notamment par Michel Warshaswki, n'est déjà plus du domaine du possible à moyen terme.

Ces questions sont de plus en plus posées en Israël et, par exemple, les



Le mur de la honte !

positions récentes d'Avraham Burg en sont un symbole. Mais le risque d'une dérive vers le retour à une politique à la Netanyahu est tout aussi présent...

Faute de revenir à la politique de Rabin, la poursuite actuelle de la forteresse assiégée mène à une impasse sanglante précédée de guerres et d'opérations militaires de plus en plus violentes, et on ne voit pas très bien à quoi servira l'arsenal nucléaire, sauf à une « option Massada »... A l'évidence, le temps est de plus en plus compté !

Il existe en Syrie une forteresse impressionnante : le Krak des chevaliers. C'était le nec plus ultra des fortifications des croisés... Sauf qu'il a fini par se rendre. ●

GÉRARD CHAOUAT

1) Le rapport de la délégation envoyée sur place indiqua que le climat du plateau de Mau était relativement tempéré et adapté à des occidentaux, à ceci près que la faune locale (les lions) était jugée dangereuse... Le fait qu'il fut déjà peuplé par les Massaïs ne semblait pas un problème !

2) Cf. l'interview de Mahmoud Darwich par F. Nardam-Bey et Elias Sanbar, in revue d'Études palestiniennes, n°10, 1984.

3) Selon Michel Bar Zohar sur France Inter.